



« L'INCLUSION SOCIALE PAR LA FORMATION : LE CAS DE MARSH FARM »

Luton, Royaume Uni

Période de mise en œuvre : 1990 (mis en place) | Étude de cas rédigée en 2010

La stratégie d'autonomisation de la communauté de Marsh Farm, dont le début date des années 1990, est un programme, toujours en cours, de réhabilitation basé sur la communauté établi à partir d'une approche de « formation (*capacitation*)». Le but principal de la politique est de permettre aux résidents de Marsh Farm de s'améliorer et d'améliorer leurs quartiers grâce à la construction d'une communauté d'aide mutuelle. Dans une démarche de réhabilitation urbaine, la politique se centre sur les personnes victimes de l'exclusion sociale due au chômage de longue durée, ainsi que sur les personnes socialement marginalisées ou exclues. Le processus a été initialement mise en œuvre dans un cadre informel par un groupe d'habitants et se base depuis le début sur la participation directe des citoyens. Au fil du temps, les instigateurs du projet ont réussi à impliquer une grande partie des habitants issus de différentes origines sociales et ethniques, ce qui a ainsi donné lieu à la création d'une communauté de plus en plus riche.



L'Observatoire villes inclusives a été lancé en 2008 par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains dans le but de créer un espace d'analyse et de réflexion sur les politiques locales d'inclusion sociale. L'initiative a été développée avec le soutien scientifique du professeur Yves Cabannes (University College London) et du Centre d'études sociales (CES) de l'université de Coimbra. À l'heure actuelle, l'Observatoire contient plus de soixante études de cas développées principalement entre 2008 et 2010. Bien que nombre de ces études fassent référence à des politiques déjà finalisées, elles ont encore beaucoup à offrir : de la capitalisation des connaissances acquises par d'autres gouvernements locaux à la découverte de moyens alternatifs pour relever les défis locaux sur l'inclusion sociale.

Contexte

Contexte local

Le Conseil unitaire de Luton, et la région de Marsh Farm en particulier, se trouvent dans la périphérie de l'Aire Métropolitaine de Londres, l'une des plus grande et plus riche conurbation au monde, avec une population de 7 753 600 habitants (près de 12 % de la population britannique). Certaines des principales entreprises financières et de services du monde ont leur siège dans la région de Londres et le PIB par habitant de la région se trouve parmi les plus élevés de toute l'UE avec 30 800 £ (environ 35 000 €). Malgré cette immense concentration de richesses et un système d'aide aux revenus, il existe encore de grandes poches de pauvreté urbaine dans la région. Suite aux fermetures industrielles des années 1980, les zones les plus périphériques comme Luton ont subi des suppressions soudaines d'emploi, qui ont durement affecté les structures économiques locales.

L'un des cinq aéroports principaux de Londres est situé sur la commune de Luton, ce qui fait de cette zone un point important et stratégique d'accès à la région. Luton était un centre industriel historique important avant que sa structure économique n'évolue majoritairement vers le secteur tertiaire et ne se spécialise dans la fourniture de services liés à l'aéroport. Le quartier Marsh Farm de Luton a conservé des caractéristiques de quartier de la classe ouvrière. Situé dans la périphérie de l'ancienne ville industrielle de Luton, le quartier de Marsh Farm se compose presque entièrement de logements sociaux conçus et construits à la fin des années 1960, logements qui, compte tenu de la mauvaise qualité des matériaux utilisés pour les construire, sont en très mauvais état. De plus, l'héritage industriel a laissé des terrains en friche.

D'après un rapport du Gouvernement national, la mauvaise gestion et la mauvaise planification ont fait de la zone l'un des quartiers les plus défavorisés du Royaume-Uni en 1997. De tels endroits ont en commun une défaillance du projet de développement urbain et un abandon sur le long terme. Les principaux facteurs de dégradation sont le chômage, l'absence d'engagement social et un taux élevé de délinquance. Ces zones ont de grand besoins en termes de formation et de renforcement des compétences, pour permettre de nouvelles opportunités de travail, qui à leur tour auront un impact sur la santé et le bien-être des personnes.

Contexte gouvernemental et décentralisation

La région du Grand Londres se divise en 33 quartiers compétents dans un ensemble de domaines fondamentaux tels que le logement, les services sociaux, les transports, la planification, etc. (Réglementation des Autorités Locales, dernière version 2008). Bien que le système de gouvernement semble à première vue garantir un haut niveau d'indépendance aux organes gouvernementaux locaux, aussi bien du point de vue financier que du point de vue politique, comme en témoigne le Tableau 1, les liens financiers avec le gouvernement central demeurent très importants.

Tableau 1. Budget du Conseil Unitaire de Luton 2009/2010

Budget du Conseil Unitaire de Luton 2009/2010	En valeur absolue	Pourcentage
Subventions de portée territoriale	98 millions de livres	17,53 %
Subventions consacrées aux affaires scolaires	136 millions de livres	24,33 %

Subventions consacrées à d'autres affaires spéciales	134 millions de livres	23,97 %
Impôts locaux	61 millions de livres	10,91 %
Autres sources directes	130 millions de livres	23,26 %
Total	559 millions de livres	Subventions gouvernementales : 65,83 % Fonds locaux : 34,17 %

Pour fixer les subventions nationales, le gouvernement utilise un système qui tient compte du nombre et de la valeur des propriétés de chaque zone, ainsi que du coût de l'offre de services dans ces zones. Les impôts locaux couvrent environ un tiers du financement local et sont fixés localement. Chaque foyer paye des impôts en fonction de la valeur de son logement, indépendamment du fait que l'occupant en soit le locataire ou le propriétaire. Le gouvernement central garantit que l'augmentation des impôts est justifiée et n'est pas excessive. Les impôts sur les sociétés (Tableau 1, partie « Autres sources directes ») sont des impôts sur la propriété des entreprises et sur des propriétés non domestiques que fixe le gouvernement national, même s'ils sont perçus par les autorités locales. Les autorités locales sont politiquement indépendantes, mais la création, en 2006, du Département des Communautés et du Gouvernement Local (DCLG) a donné lieu à la coordination et au débat d'un ensemble de sujets (par exemple, cohésion de la communauté, logement, réhabilitation et égalité) au sein du Cabinet Ministériel, malgré le fait que ces affaires soient formellement tranchées et administrées au niveau local. L'apparition du DCLG ne signifie que les organes locaux ont perdu leur pouvoir de décision sur ces affaires, mais que le degré d'indépendance est sans nul doute plus restreint.

Politiques de réhabilitation au niveau du territoire

Les « initiatives de portée territoriale » constituent une politique adoptée par le Gouvernement britannique pour faire face à la dégradation territoriale et permettant de consacrer une grande partie des fonds et des ressources techniques aux quartiers cibles. Ces programmes, mis en œuvre pendant près de 40 ans, étaient généralement limités dans le temps et se concentraient essentiellement sur des questions physiques, même lorsqu'ils se réclamaient d'une approche participative. En 1998, a été lancé un programme dit « New Deal for Communities », à travers lequel un investissement massif (près de 50 millions de livres par zone sur 10 ans) a été réalisé, en plus du financement gouvernemental déjà existant. Le programme exigeait la participation directe de la communauté locale et la création de partenariats stratégiques entre des organisations de la communauté actives dans le domaine social et le volontariat, des organismes publics et des entreprises privées. Ces partenariats devaient entre autres, permettre la réorganisation et la redéfinition des services locaux en commençant par les besoins exprimés par les habitants en fonction de leurs aspirations et participation directe. La structure du programme prévoyait que : (a) l'Unité d'Exclusion Sociale, placée sous le contrôle direct du Cabinet Ministériel, participerait au programme à travers ses organes régionaux ; (b) les communautés locales (habitants et organisations) créeraient des fonds locaux qui coordonneraient les interventions à mettre en œuvre et (c) les autorités locales seraient directement responsables de l'ensemble du programme.

Échelon institutionnel de mise en œuvre de la politique : national, municipal et sous-municipal

Contexte social

Quartier de Marsh Farm

67,5 % seulement des habitants de Luton ont un emploi déclaré, mais ce chiffre est certainement plus bas dans les quartiers tels que celui de Marsh Farm, qui ont subi, plus que d'autres, les licenciements de personnel des industries qui ont eu lieu dans les années 1980 et 1990, sans profiter de la restructuration économique ultérieure. Il faut aussi tenir compte de la dégradation sociale comme conséquence des licenciements massifs et du taux de chômage élevé chez les jeunes (presque 50 % de la population âgée de moins de 30 ans dépend d'allocations chômage). Le Tableau 2 présente les données statistiques démographiques des résidents de Marsh Farm.

Tableau 2. Résidents de Marsh Farm

Population totale	7 976
Âge	0-18 : 2 721 ou 34,1 % [moyenne nationale : 20,2 %] 18-30 : 1 341 ou 16,8 % 30-64 : 3 346 ou 41,9 % >64 : 566 ou 7,1 % [moyenne nationale : 7,4 %]
Sexe	Hommes : 3 901 ou 48,9 % ; femmes : 4 075 ou 51,1 %
Nationalités	Britanniques : 6 840 (y compris 54 personnes de l'UE) ou 85,8 % Autres nationalités : ¹ 1 133 ou 14,2 %

Source : recensement de 2001

Comme Luton en général, mais dans une plus large mesure, Marsh Farm est le lieu de résidence d'une nombreuse population « non-blanche » qui atteint les 30 % (contre 28 % à Luton et 9 % en Angleterre). Dans le groupe des personnes d'origine africaine et des minorités ethniques, le pourcentage de population asiatique est moins élevé qu'à Luton globalement et le pourcentage de population d'origine africaine est plus élevé. On retrouve cette même tendance dans la religion déclarée des résident-e-s de Marsh Farm : la communauté musulmane est plus importante (10,3 %) que celle qui existe en Angleterre (3,1 %), mais relativement moins nombreuse que celle de Luton dans son ensemble (14,6 %). Le pourcentage d'élèves qui poursuivent leurs études après 16 ans (47,1 %) est plus faible qu'à Luton (54,6 %) et que dans l'ensemble du pays (51,3 %). Les écarts se creusent en ce qui concerne le taux de candidatures acceptées par des établissements d'enseignement supérieur pour les années scolaires 1991-2001 : 12,4 % seulement des candidatures de résidents de Marsh Farm ont été acceptées, contre 25,8 % des candidatures issues de Luton dans son ensemble et 29,5 % des candidatures pour toute l'Angleterre.

¹ Cette donnée ne tient pas compte des minorités ethniques de nationalité britannique.

Cependant, le quartier présente une grande concentration de capital social en raison de l'existence d'une grande variété d'organisations liées à des minorités ethniques, à des groupes religieux et à différents types de groupes militants locaux. Après des années au cours desquelles les initiatives de réhabilitation ont été essentiellement des initiatives urbaines du « haut vers le bas » et suite au développement de tensions et de conflits entre les différentes réalités sociales existant dans la zone,² le programme New Deal for Communities a permis au quartier de s'appuyer sur ce capital pour lutter contre les causes de l'exclusion sociale. Les réseaux sociaux ont été mobilisés pour la constitution du fonds pour le développement de Marsh Farm (MFCDT) et son activité. En effet, pour le développement du programme, la coopération locale a été élargie afin d'inclure d'autres organisations privées et sans but lucratif intéressées par l'approche innovante adoptée à Marsh Farm, y compris provenant de l'étranger (par exemple, le Réseau International pour la Recherche et l'Action Urbaine [INURA] et la coopérative d'organisations de base latino-américaines *Clodomir Santos de Morais*, expert technicien pour l'implantation du processus de formation).

Description complète – Présentation de la politique

Les initiatives de la communauté de Marsh Farm sont apparues au milieu des années 1990, en réponse à l'exclusion sociale dont le quartier était victime. Un groupe de jeunes résident-e-s, ayant, pour la plupart d'entre eux-elles connu des épisodes de chômage de longue durée et doté-e-s de grandes capacités d'auto-organisation, ont commencé à promouvoir des événements musicaux comme stratégie pour encourager les jeunes du quartier à envisager l'usage alternatifs des espaces se trouvant hors des mécanismes commerciaux. Le premier groupe formel s'est appelé *Exodus* et s'est intéressé dès le début au quartier dans son ensemble et à la communauté résidente, avec un style de fonctionnement basé sur l'autofinancement.

À la fin des années 1990, le développement d'*Exodus* a bénéficié d'un changement opéré par le Gouvernement National : une nouvelle approche de la réhabilitation urbaine et des politiques d'inclusion. En 1999, l'Unité d'Exclusion Sociale (SEU) –une structure créée par le nouveau gouvernement travailliste pour étudier les cas exemplaires de politiques d'inclusion– a, entre autres, tenu compte du cas *Exodus* et conçu une nouvelle politique nationale basée sur la logique de l'autogestion. Une compétition a aussi été organisée en vue de l'assignation des fonds. Marsh Farm a été choisie comme l'une des zones du *New Deals for Communities* (NDC), prônant une approche coopérative et gérée localement pour la régénération à travers l'établissement de partenariats stratégiques entre les représentants de la communauté, les autorités locales, le secteur privé et les professionnels de la réhabilitation.

Cette politique a permis une reconnaissance des efforts réalisés par les bénévoles et leur formalisation comme partie intégrante du fonds pour le développement de Marsh Farm (*Marsh Farm Community Development Trust* - MFCDT). Cet organisme était chargé d'administrer les fonds accordés par le gouvernement pour 10 ans pour améliorer les conditions des quartiers à travers la réutilisation des espaces disponibles et la mobilisation de la communauté.

Antécédents / origines

.

² En 1992, Marsh Farm a fait la une des journaux nationaux du fait d'une série de révoltes.

Objectifs de la politique

Au début, Exodus promouvait des pratiques de «squat intelligent» pour permettre l'auto-expression des jeunes locaux et pour réclamer les espaces nécessaires pour que la communauté locale se réunisse, façonne sa propre identité et trouve, plus généralement, une alternative à l'idée d'une vie déterminée par l'économie de marché. Ces objectifs ont été renforcés et développés au cours du temps grâce au travail de résident-e-s qui leurs offraient les opportunités et les capacités dont ils avaient besoin pour développer leurs propres projets qui, dans la plupart des cas, étaient liés à l'environnement.

Dès le début, à l'exception du squat de Meadow Farm, les militants ont tenté d'agir, dans la mesure du possible, dans un cadre légal, pour deux raisons essentielles : (1) pour attirer le plus grand nombre de citoyens possibles au lieu de les « faire fuir » et, surtout, pour (2) les encourager à signaler les problèmes et les contradictions des systèmes existants qui mettent un frein à l'utilisation de certaines ressources.

La notion de *formation (capacitation)*, apparue dans le cadre théorique radical du développement international innovant, est essentiellement mise en œuvre dans les pays en développement. D'après cette approche, le manque de capacité est essentiellement lié au problème du développement autonome des communautés. Les membres d'Exodus se sont appropriés ce concept dans le cadre de leur travail et l'ont utilisé pour approfondir leur politique. La *formation (capacitation)* est définie comme le développement des capacités à travers l'action, au lieu d'une approche par le renforcement des capacités, afin de faire face à l'une des difficultés majeures auxquelles se heurtent les personnes défavorisées : l'opportunité d'agir, plutôt que les capacités nécessaires à l'action.

Cette approche, plus « radicale », adoptée par les membres d'Exodus, différait nettement de l'approche traditionnelle et institutionnelle choisie par les autorités locales et par un certain nombre d'acteurs travaillant pour la réinclusion sociale, entraînant quelques tensions au cours de la mise en œuvre de la politique. Ce conflit a été réglé récemment par l'intervention du Gouvernement central grâce à un projet pilote d'atelier organisationnel.

Chronologie de la mise en œuvre de la politique

Dans la mise en œuvre de la politique, dont le processus est encore en cours, on distingue plusieurs étapes : la période antérieure au programme NDC, caractérisée par un certain degré d'actions spontanées, guidée par un principe inclusif bien défini, et mise en œuvre par des membres du groupe Exodus ; et une deuxième phase, plus définie et institutionnalisée, qui a commencé avec le programme NDC, phase au cours de laquelle un grand nombre de nouveaux participants se sont impliqués dans la politique.

Dans ce cadre général, un certain nombre de sous-phases ont défini différents stades de développement des deux grandes étapes. De façon concrète, au cours de la première période, les membres d'Exodus ont recherché un perfectionnement constant des objectifs et des stratégies de manière à faire en sorte que la politique soit plus effective et à élargir la base de ceux qui pourraient en être les bénéficiaires.

Avec le temps, nous avons pu observer une transformation en trois phases. Initialement, il s'agissait d'une action informelle basée sur un principe « d'auto-assistance », qui a acquis reconnaissance, visibilité et institutionnalisation en rejoignant le programme NDC. Ensuite, une partie du groupe Exodus a quitté la forme institutionnalisée de MFCDT pour revenir vers un mouvement se rapprochant davantage du type des « organisations de base » de Marsh Farm. Une troisième phase – qui ne doit pas être confondue avec un retour total aux origines, s'agissant

plutôt d'une amélioration—est le résultat de l'« époque institutionnalisée » et se caractérise par un haut degré de reconnaissance institutionnelle du mouvement, ainsi que par un soutien financier, tout en paraissant et agissant de manière aussi informelle que possible, afin de faciliter un accès aisé à ceux qui veulent le rejoindre.

Agents concernés, bénéficiaires et processus participatifs

Agents concernés

Les participants aux divers stades de la politique peuvent être répartis en quatre grands groupes typologiques : institutions, professionnels, groupes de bénévoles locaux et activistes internationaux.

Les organisations impliquées dans la *conception* de la politique sont, dans leur majorité, des institutions telles que le gouvernement central, qui a élaboré un projet de la politique, puis qui a décidé d'inclure Marsh Farm dans le NDC, et le nouveau gouvernement, qui a décidé de fonder un atelier organisationnel dans Marsh Farm comme plan pilote.

Les quatre types d'organisations ont aidé à *la mise en œuvre* de la politique :

- Le gouvernement local de Luton a joué le rôle de facilitateur (en tant que partie prenante du MFCDT) et d'« ennemi », en rejetant le projet Ark (une proposition de centre de formation et d'organisation géré par la communauté, décrite ci-après) et d'autres décisions gênant certains autres projets de moins grande envergure. Ce conflit s'inscrit dans le cadre du conflit existant entre la *formation (capacitation)* et la *création de capacité*.
- Les professionnels, en tant que conseillers pour le développement et la réhabilitation, se sont d'abord établis dans la zone suite au programme NDC en raison de leur capacité à gérer des programmes aussi complexes. Pour les participants locaux, leur rôle a été controversé : leurs interventions ont été vues comme une économie externe qui n'a pas apporté grand-chose à la communauté de Marsh Farm même si certaines interventions ont eu un profond impact sur les futures actions entreprises par les habitants locaux.
- Une constellation de groupes de bénévoles locaux (certains d'entre eux liés à des groupes religieux, d'autres à des minorités ethniques et d'autres groupes), qui participaient au MFCDT et qui avaient pris part à la prise de décisions dans cette phase. Ces groupes ont aussi eu une influence plus générale avec leurs propres actions de lutte contre la pauvreté, le problème des personnes sans-abris et contre d'autres pénuries de la vie des résident-e-s.
- Un groupe d'« activistes internationaux » (tel qu'INURA), qui ont aidé à la notoriété de Marsh Farm hors de son contexte local, marginal. Leurs actions ont attiré l'attention des experts et ont permis aux personnes du quartier qui participaient à la conception de la politique de recevoir des sources d'information.

Un autre groupe d'acteurs, plus marginal et peut-être caractéristique du contexte anglais, a aussi participé à la politique : lesdits « organismes de création de capacité externe ». Ces organismes, qui offrent une formation et une aide à la recherche d'emploi aux résident-e-s locaux-les, ont souvent été critiqués en raison de leur approche « du haut vers le bas » des contextes locaux, qui ne permet pas une véritable acquisition des savoirs ou développement des capacités permettant aux résident-e-s de prendre en main leur situation et leurs problèmes.

Bénéficiaires

La force de la politique de réhabilitation de Marsh Farm (jusqu'à présent) vient du fait qu'elle est mise en œuvre par le même groupe de personnes qu'elle tente d'aider. Depuis le début, la politique tente d'inclure tous les éléments de la société locale parce qu'il s'agit, dans sa conception, de la seule véritable possibilité d'améliorer la situation du quartier (et de ses habitant-e-s).

Processus participatifs mis en œuvre

Depuis le début, les processus mis en œuvre ont été des processus de participation inclusive et d'autogestion et les bénéficiaires et les gestionnaires des politiques sont issus (dans leur majorité) du même contexte. La politique a immédiatement été conçue comme un processus inclusif dont le but était de s'étendre le plus possible pour atteindre l'ensemble des zones du quartier et permettre un accès au plus grand nombre de ressources disponibles. Les principaux participants étaient les habitant-e-s du quartier eux/elles-mêmes, ainsi que les conseil-ers-ères loca-ux-ales (qui soutenaient et s'opposaient à la politique selon les moments). D'une part, les habitants ont choisi de participer à la politique en réaction aux pénuries subies dans la zone, situation que les institutions n'ont pas été capables de régler. D'autre part, des agences de conseil externes et d'autres acteurs externes ont rejoint la politique dans le cadre du programme NDC, essentiellement en raison d'exigences de type institutionnel et parce qu'ils ont identifié des avantages financiers et des possibilités de développement de réseau de contacts.

Processus d'institutionnalisation et financement

Processus d'institutionnalisation de la politique

Le premier pas vers l'institutionnalisation a été fait en 1995, lorsque, suite à de longues négociations avec le Ministère des Transports, le groupe Exodus a reçu un contrat de prêt à taux zéro et l'autorisation de transformer une ferme appartenant au Ministère des Transports, qui avait auparavant été squatté, en espace communautaire. En 1997, le groupe est entré dans une nouvelle phase, appelée « The Ark », un centre de formation et d'organisation géré par la communauté dans lequel les jeunes du voisinage pouvaient apprendre et, avec le temps, créer une nouvelle base économique pour le quartier sur la base de l'auto-organisation. En 1999, un autre effort d'institutionnalisation important a été réalisé avec la mise en place du programme NDC.

Il a fallu attendre encore 10 ans pour que les habitants de Marsh Farm puissent finalement mettre en œuvre leur plan initial d'auto-organisation : *l'Organizational Workshop de Marsh Farm Outreach* (MFO), une structure presque entièrement fusionnée au groupe Exodus. Le plan pilote établit une période d'essai de six mois durant laquelle, avec le financement du gouvernement, MFO facilite, coordonne et soutient la création d'entreprises sociales. *L'Organizational Workshop* en mis en place en partenariat avec l'agence pour l'emploi locale ; ces deux organismes peuvent aider les bénéficiaires d'allocations publiques à acquérir des compétences en terme d'entreprenariat par le biais d'une méthode permettant d'«apprendre en faisant». Selon les organisateurs, cette méthode devait permettre d'atteindre les personnes n'ayant pas encore pu bénéficier des politiques MFCDT.

Financement

Les habitants de Marsh Farm ont eux-mêmes financé les étapes initiales de la politique. Ensuite, le NDC a permis l'accès à un total de 48 millions de livres (en 10 ans). La récente approbation de *l'Organizational Workshop* a fourni 8 autres millions de livres au projet initial. L'usage de ces fonds se limite aux projets qui ont été approuvés et pour lesquels un budget a été présenté, conformément à des directives bien précises.

Principaux résultats et réalisation

Principaux résultats et obstacles

Principaux résultats et réalisations

Le plus grand succès de cette politique est la politique en elle-même : après presque 20 ans de travail sur les différents problèmes du quartier, les habitants de Marsh Farm sont directement impliqués dans les processus d'inclusion urbaine et les politiques de régénération mis en œuvre dans leur quartier. La première phase, informelle et extra-institutionnelle, a permis une prise de conscience des habitant-e-s en générant un consensus, tout en permettant la récupération d'une zone abandonnée et marginalisée du quartier. La deuxième phase a eu moins de succès puisque le projet « The Ark » n'a jamais été mis en œuvre, même s'il a créé les bases du programme NDC. La troisième phase (caractérisée par le programme NDC) a permis la mise en œuvre de nombreux projets. Pendant 10 ans, les sujets traités ont été extrêmement variés, allant de la réduction des délits à l'éducation et à la formation, en passant par la facilité d'accès aux services de santé, par la provision de logements et, surtout, par la lutte contre le chômage. Cette période s'est révélée très riche et complexe pour Marsh Farm, et a laissé un héritage que, le projet pilote de l'*Organizational Workshop* cherchera à prolonger. .

D'une manière générale, la plus grande réalisation de la politique a été sa capacité à créer des emplois, voire des entreprises, grâce à des actions précises et visibles, issues des besoins et des connaissances de la population résidente. Cet usage et prise en compte des ressources disponibles dans le quartier ont fait naître un sentiment et une identité de communauté plus positifs.

Principaux obstacles

L'expérience de Marsh Farm met en évidence quelques points essentiels, certaines liés à l'applicabilité de l'approche en termes de *formation (capacitation)* dans des zones déprimées de pays développés et d'autres, plus directement liés à l'expérience elle-même.

Tout d'abord, certaines structures bureaucratiques et certains processus de contrôles lents ont constitué un véritable frein à la mise en œuvre de la politique, notamment, dans sa phase de création. Il est évident que la dépense publique nécessite un système de surveillance mais le système aujourd'hui en vigueur en Angleterre, basé sur une évaluation *ex ante* de toutes les phases d'un projet, ne semble pas être le plus adapté pour effectuer le suivi d'une situation caractérisée par sa flexibilité à s'adapter aux idées en progrès constant et aux besoins qui naissent au cours de la mise en œuvre de la politique elle-même.

Deuxièmement, un conflit important, facilement transposable à d'autres contextes, réside dans la question de la concurrence entre ce système, dont l'objectif est de donner une véritable indépendance à la communauté, et d'autres programmes sociaux, en particulier lorsque ces derniers dépendent des services de sociétés indépendantes. Dans ce cas, il existait un conflit avec les fournisseurs de formation, qui profitaient de gros contrats publics pour des cours souvent critiqués pour leur inefficacité.

En troisième lieu, les conflits politiques locaux ont joué un rôle important dans la détermination du temps nécessaire pour résoudre certains problèmes à Marsh Farm. Pendant longtemps, la communauté n'a pas eu de représentation politique unitaire en raison de divergences internes, et son rôle au sein du Conseil de Luton a souvent été marginal, voire antagonique, ce qui a entraîné des retards et des reculs, comme dans le cas de l'« Ark ».

Évaluation globale

L'un des plus grands avantages de ce processus, dès le début de sa mise en œuvre, a été la forte approche inclusive qui a permis à tous les éléments d'une communauté très diverse, comme celle de Marsh Farm, de participer et tirer profit de cette participation. Pour reprendre les termes des membres d'Exodus-Leviticus (voir le site web de Leviticus), personne dans le quartier n'est exclu de la politique et tel est l'esprit dans lequel le MFO a été conçu. Avec le temps, le nombre et type des bénéficiaires de la politique a augmenté en raison du nombre d'initiatives différentes qui sont nées à Marsh Farm et de la manière dont le processus s'est diversifié à mesure que différentes personnes se sont unies à la stratégie. Par exemple, la participation de consultants externes au programme NDC et la méthode « d'apprendre en faisant » ont donné aux membres du « noyau organisateur » (ceux ayant participé depuis le début) de nouveaux instruments pour préparer la politique, laquelle, a finalement été récompensée lorsqu'est apparue l'opportunité de l'*Organizational Workshop*.

Transposition ou adaptation de la pratique ailleurs

La politique pourrait être transposée dans d'autres zones similaires considérées marginales si le point de départ de la politique est accepté : ce n'est pas le manque de compétences théoriques qui gêne le développement d'un cycle économique autonome dans la zone, mais plutôt le manque d'opportunités et le besoin d'améliorer les compétences en mettant en œuvre les idées des résident-e-s. Comme en témoigne le cas de Marsh Farm, cette approche favorise une prise en compte des besoins de la communauté locale tout en permettant aux organisations et aux citoyens de ne plus être dépendants des programmes sociaux.

Le financement externe a sans doute permis le développement de la politique et ses résultats, ce qui a aidé à donner aux initiatives locales une base beaucoup plus stable et, par conséquent, qui leur a permis d'atteindre un plus grand nombre d'habitants de la zone et d'activer de nouveaux services. Cependant, au centre du processus réside l'idée initiale d'auto-aide et d'auto-organisation qui, dans la mesure du possible, a pour but d'utiliser et de réutiliser les ressources internes disponibles localement (aussi bien matérielles qu'« intellectuelles »). La reconnaissance de l'*Organizational Workshop* comme plan pilote pouvant être reproduit dans le pays est une preuve de la force de la stratégie.

Un enjeu ou une limite à l'appropriation de la politique dans d'autres contextes peut être lié à son développement dans le cadre du Royaume Uni, notamment en raison des caractéristiques du système social britannique, qui fournit un important soutien financier aux plus défavorisés durant leur recherche d'emploi (« allocation d'aide au retour à l'emploi »). Cette aide a permis à de nombreuses personnes à la tête de la politique de consacrer du temps à cette dernière.

En savoir plus

Le Dr Paolo Cottino (du Service d'Architecture et de Planification du Centre Polytechnique de Milan, Italie) a fait l'étude de ce cas entre 2005 et 2009 et le Dr Christian Oxenius (Planet Association, Italie) en a fait la rédaction, sous sa supervision en 2010. Le Dr Giovanni Allegretti, du Centre des Études Sociales de l'Université de Coimbra (Portugal) a supervisé le développement du cas en 2010.

Commission d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

Page web: <https://www.uclg-cisd.org/>

Coordonnées: cisd1@uclg.org | +34 933 42 87 70

Références bibliographiques

Cottino P., 2009, *Competenze possibili. Sfera pubblica e potenziali sociali nella città*. Milan: Jacka book.

Santos de Morais, C. & Sobrado, M., 2000, *A future for the excluded: Job creation and income generation by the poor*. New York: Zed Books.

Tallon, A., 2009, *Urban Regeneration in the UK*. London: Routledge.

UK Cabinet Office, 2010, *Building the Big Society*. URL : <http://www.cabinetoffice.gov.uk/media/407789/building-big-society.pdf> [22.06.2010]

Sites web

Avanta : <http://www.tng.uk.com/> [20.09.2010]

International Network for Urban Research and Action : <http://www.inura.org/> [05.09.2010]

Leviticus : <http://www.leviticuscollective.co.uk/home.html> [04.12.2010]

Marsh Farm Community Development Trust : <http://www.mfcdt.org/about/community-groups> [30.11.2010]

Marsh Farm Outreach : <http://www.marshfarmoutreach.org.uk/> [04.12.2010]